



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale  
du Havre**  
*Équipe territoriale*

**Arrêté du 05 MAI 2022** mettant en demeure la société dénommée **SCI AVL ENTREPÔTS à SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-014 du 1<sup>er</sup> avril 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 autorisant la société SA TAILLEUR DUBOT EMBALLAGE à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 22 mai 2003 relative à la reprise des activités de la société SA TAILLEUR DUBOT EMBALLAGE par la société SA ABX LOGISTICS ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 6 février 2009, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société SA ABX LOGISTICS par la société DSV ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 7 août 2015, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société DSV par la société MULTIMODAL LOGISTIQUE SERVICES (MLS) ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 7 octobre 2021, valant récépissé et relative à la reprise des activités de la société MULTIMODAL LOGISTIQUE SERVICES (MLS) par la SCI AVL ENTREPÔTS ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 29 mars 2022 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant.

**CONSIDÉRANT :**

que lors de l'inspection du 29 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les non-conformités majeures :

- au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : stockage en masse non-conforme ;
- à l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 : encombrement d'une issue de secours.

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la SCI AVL ENTREPÔTS de respecter la prescription de l'article sus-visé de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

La SCI AVL ENTREPÔTS, dont le siège social est situé au 74 boulevard du président Félix Faure 76310 SAINTE-ADRESSE et exploitant un entrepôt de matières combustibles au numéro portuaire 5555 voie des hérons sur la commune de SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE, est mise en demeure de respecter :

- **sous un délai d'un mois** : les conditions de stockage décrites au point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- **sous un délai de 7 jours** : les dispositions de l'article 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2002 en dégagant l'ensemble des issues de secours du bâtiment.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du Code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de Dieppe par intérim, le maire de la commune de SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société AVL ENTREPÔTS.

Fait à ROUEN, le **05 MAI 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Béatrice STEFFAN